

ACCIDENT DES AVIONS RAFALE

La France promet la «transparence» au Brésil

La France communiquera dans la «transparence» avec le Brésil, après l'accident survenu entre deux avions de combat Rafale que pourrait acheter l'armée de l'air brésilienne, a déclaré hier lundi un porte-parole du ministère français de la Défense.

«Avec le partenaire essentiel qu'est le Brésil, bien évidemment le moment venu et selon des modalités qui, à ma connaissance, ne sont pas encore posées, il y aura les relations et la transparence naturelles auxquelles on peut s'attendre entre des pays partenaires», a dit Laurent Teisseire lors d'une conférence de presse.

Le commandement de l'armée de l'air brésilienne avait demandé vendredi aux autorités françaises d'avoir accès à l'enquête sur le crash de deux avions de combat Rafale français la veille, sans doute en raison d'une collision. Le Brésil envisage sérieusement l'achat de ces appareils construits par Dassault Aviation.

«Nous avons un partenariat avec le Brésil» et «il est de tradition que lorsqu'il y a un sujet qui intéresse plusieurs pays (...), on échange des informations», a déclaré M. Teisseire.

Par ailleurs, «il est de tradition (...) que les conclusions d'une enquête sur un accident aéronautique soient partagées dans la communauté aéronautique», a-t-il ajouté. A la faveur d'une visite de Nicolas Sarkozy

à Brasilia début septembre, le président Luiz Inacio Lula da Silva a donné son accord de principe à l'achat de l'appareil, en raison notamment des importants transferts de technologie concédés par le constructeur Dassault.

Les négociations commerciales entre les deux parties ont commencé mais les deux concurrents de l'avion français, l'américain Boeing et le suédois Saab, n'ont pas encore été formellement écartés.

Jeudi dernier, deux Rafale du porte-avions *Charles-de-Gaulle* de la marine française s'étaient abîmés en mer Méditerranée au large de Perpignan (sud de la France).



Photo : DR

Le Brésil envisage sérieusement l'achat de ces appareils.

Le pilote de l'un d'eux était parvenu à s'éjecter et avait été

repêché. Le deuxième pilote est porté disparu. Hier le président

français Nicolas Sarkozy a confirmé l'hypothèse de la colli-

sion pour expliquer l'accident des deux Rafale.

Villepin assigne Sarkozy pour «atteinte à la présomption d'innocence»

Les avocats de l'ex-Premier ministre français Dominique de Villepin ont assigné en justice hier le président Nicolas Sarkozy pour «atteinte à la présomption d'innocence», dans le cadre du procès Clearstream, a indiqué une source proche du dossier.

Le président français bénéficiant d'une immunité, une telle assignation ne pourrait être examinée qu'une

fois qu'il ne sera plus en fonctions. M. Sarkozy avait provoqué la fureur des avocats de M. de Villepin, principale personnalité poursuivie dans le procès Clearstream, en parlant mercredi soir de «coupables» à propos des inculpés dans cette affaire. En droit français, tout inculpé est présumé innocent tant qu'il n'a pas été définitivement condamné.

Les avocats de l'ex-Premier ministre avaient immé-

diatement annoncé leur intention d'assigner le chef de l'Etat. L'assignation pour «atteinte à la présomption d'innocence» a été déposée hier, selon la source proche du dossier. L'affaire Clearstream est une vaste histoire de manipulation, dans laquelle des listings bancaires ont été falsifiés et transmis à la justice afin de faire croire que certaines personnalités, dont Nicolas Sarkozy, détenaient des comptes occultes.

ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE ET AU PORTUGAL

Recul des socialistes en Europe au profit de radicaux portés par la crise

Débâcle en Allemagne, perte de la majorité absolue au parlement portugais, les élections de dimanche traduisent le recul des socialistes en Europe, au profit de formations plus radicales sur leur gauche et qui ont durci leur position anti-capitaliste depuis la crise.

«Il y a une tendance globale au recul de la social-démocratie depuis 20 ans», constate le politologue français Philippe Braud.

D'une part «tout le monde, même la droite, est devenu social-démocrate : même Nicolas Sarkozy ou Angela Merkel défendent la couverture santé, le revenu minimum ou la protection sociale», explique-t-il.

D'autre part, «parce que dans une époque où se sont imposées la mondialisation et l'économie de marché, la droite paraît paradoxalement plus rassurante».

«Une Europe sans gauche» titrait hier lundi le journal italien *La Stampa*, présentant la défaite historique des sociaux-démocrates allemands du SPD comme un «signal d'alarme grave» pour

la gauche européenne, notamment sanctionnée pour sa participation à des coalitions de droite. Au Portugal, la victoire des socialistes dimanche aux élections législatives a toutefois été tempérée par la perte de la majorité absolue au Parlement. Désormais «absente des gouvernements des deux plus gros pays continentaux, France et Allemagne», la gauche «le sera bientôt du Royaume-Uni», pronostiquait le quotidien espagnol *El País*, alors que les travaillistes britanniques sont critiqués pour leur gestion de la crise et en passe de céder le pouvoir après un règne de près de 14 ans.

Comme les politiques, les journaux européens soulignaient hier lundi le lourd tribut payé par le SPD, qui a enregistré son plus bas score historique (23

%) aux législatives de dimanche, après quatre ans de participation à un gouvernement de centre droit. Les conservateurs (CDU/CSU) de la chancelière Angela Merkel et leurs alliés libéraux du FDP ont remporté une majorité confortable (332 députés sur 622), selon les résultats officiels, qui dénotent un débordement du SPD sur sa gauche, avec la percée de Die Linke (11,9 %), un parti néo-communiste qui défend des thèses radicales en matière de justice sociale et une ligne pacifiste. Cette émergence est favorisée par la perte des repères politiques traditionnels, constate Philippe Braud, expliquant que la CDU et le SPD ne polarisaient plus la vie politique depuis qu'ils participaient ensemble à une coalition.

«Cela ne veut pas dire que ces partis protestataires aient un grand avenir», tempère-t-il, estimant qu'il mettront à terme de l'eau dans leur vin — et perdront des électeurs — pour participer à leur tour à des coalitions de gouvernement, ou se marginaliseront en restant radicaux. La montée d'une gauche radi-

cale comme celle des écologistes, qui ont réalisé de bons scores lors d'élections nationales comme lors des dernières élections européennes, va contraindre les socialistes à redéfinir leur projet politique s'ils ne veulent pas entrer dans une longue période d'opposition.

Dès dimanche, Jean-Luc Mélenchon, chef du Parti de Gauche (gauche des socialistes français), avait invité la gauche française à méditer les résultats des élections allemandes, avec l'«échec misérable» du SPD et le «score remarquable» de Die Linke, condamnant tout projet d'alliance avec la droite.

De son côté, le Premier ministre socialiste espagnol José Luis Rodríguez Zapatero a nié l'existence d'un «vent favorable aux conservateurs» en Europe, attribuant la «correction» subie par le SPD à «sa présence au gouvernement», une situation empêchant, selon lui, de définir sa «propre identité politique et (son) projet».

SERBIE

Un Bosniaque condamné à 12 ans de prison pour crimes de guerre

Un ressortissant bosniaque a été condamné hier par la justice serbe à douze années de prison pour un crime de guerre commis à Tuzla (nord-est de la Bosnie) pendant le conflit en Bosnie-Herzégovine (1992-1995), a rapporté l'agence Beta.

Ilija Jurisic, 66 ans, a été déclaré coupable d'avoir ordonné en mai 1992 une attaque contre une colonne de véhicules de l'ex-Armée nationale yougoslave (JNA), qui a fait au moins 51 morts et au moins 50 blessés parmi les soldats de la JNA.

La colonne de véhicules de la JNA se retirait de

Bosnie à la suite d'un accord de cessez-le-feu avec les autorités bosniaques.

Ilija Jurisic, qui était à l'époque des faits haut responsable du ministère de l'Intérieur de Bosnie et membre du cabinet de crise de la ville de Tuzla, a «utilisé des moyens de combat illégaux» lors de l'attaque contre la colonne de la JNA, selon le communiqué du procureur.

Dans un communiqué diffusé après le verdict du tribunal de Belgrade pour les crimes de guerre, le parquet a estimé que la sentence constituait une «satis-

faction pour les victimes et leurs familles». M. Jurisic avait été arrêté début mai 2007 à l'aéroport de Belgrade alors qu'il voulait se rendre en Allemagne.

Il avait été maintenu en détention depuis sur proposition du procureur pour les crimes de guerre. Son procès s'était ouvert le 22 février de l'année dernière. La guerre de Bosnie a fait quelque 100 000 morts, selon une récente étude indépendante, et 2,2 millions de réfugiés et de déplacés, soit la moitié de la population d'avant le conflit.

HONDURAS

Une radio fermée par le gouvernement putschiste

Le gouvernement putschiste au Honduras a fait fermer hier la radio Globo de Tegucigalpa, un des derniers médias opposés au régime, à la suite d'un décret restreignant les libertés publiques, a constaté un journaliste de l'AFP. Une vingtaine de policiers anti-émeutes et de militaires ont saisi les locaux de la radio vers 05h30 locales (11h30 GMT) et ont arrêté la diffusion, sans rencontrer de résistance, a dit à l'AFP Carlos Paz, journaliste à Globo.

M. Paz a ajouté que le directeur de la radio, David Romero, n'a pas pu être contacté par téléphone pour le moment. Globo était l'un des derniers médias opposés au gouvernement de Roberto Micheletti, issu du coup d'Etat du 28 juin qui a chassé Manuel Zelaya du pouvoir dans le petit pays d'Amérique centrale.

Le gouvernement putschiste a annoncé dimanche avoir signé un décret restreignant la liberté de réunion, autorisant le brouillage d'émissions incitant à l'insurrection et permettant les arrestations sans mandat.